

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 981^e
SÉANCE

Vendredi 12 novembre 1965,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 47 de l'ordre du jour:

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle: rapport du Secrétaire général (suite) 159

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle: rapport du Secrétaire général (suite) [A/5830, A/6024, A/6048, A/6099; A/C.2/L.803/Rev.1 et Add.1, L.807, L.808]

1. M. DIAKITE (Mali) déclare que sa délégation a voulu être parmi les auteurs du projet de résolution maintenant soumis à l'examen de la Commission sous une forme révisée (A/C.2/L.803/Rev.1) parce qu'elle est fermement convaincue que l'élimination de l'analphabétisme présente une importance fondamentale pour tous les pays aspirant au développement social et culturel de leurs citoyens. Tout progrès humain dépend de l'avancement culturel de la communauté; sur le plan économique, par exemple, un grand nombre de pays en voie de développement voient leurs progrès ralentis du fait que l'analphabétisme empêche beaucoup de personnes qui pourraient être utiles de développer pleinement leurs capacités intellectuelles. Le succès d'une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, fondée sur les conclusions et les recommandations du Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme (A/6048, annexe II), donnerait la possibilité à toute la population d'un pays donné de participer au programme de développement social et économique entrepris par le gouvernement.

2. Depuis son indépendance, le Mali s'est tout particulièrement efforcé d'élever le niveau d'instruction dans toutes les régions du pays; il a, dans ce domaine, reçu une aide précieuse à la fois de l'UNESCO et d'un certain nombre de pays développés, dont la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'URSS. Dans certains domaines, il s'appuie particulièrement sur les programmes éducatifs radiodiffusés, qui sont systématiquement révisés et améliorés.

3. La délégation malienne espère que le projet de résolution révisé recevra l'appui unanime de la Commission et de l'Assemblée générale. M. Diakite ajoute qu'on l'a prié d'annoncer que la Mauritanie souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution.

4. M. DJOUDI (Algérie) déclare que l'UNESCO aide son pays à combattre l'analphabétisme depuis la première année de son indépendance. La première des deux conférences qui ont eu lieu en 1965 sous les auspices de cette organisation, la Conférence internationale de l'instruction publique, qui s'est tenue en juillet à Genève, a défini les méthodes à appliquer dans les campagnes d'alphabétisation; la seconde, le Congrès mondial sur l'élimination de l'analphabétisme, qui s'est tenu à Téhéran en septembre, a clairement montré que le problème de l'analphabétisme doit être résolu par une action à l'échelle mondiale et que l'alphabétisation constitue un élément essentiel du développement.

5. L'Algérie consacre une part importante de son budget à la lutte contre l'analphabétisme. Cette lutte comporte un double aspect: une action en vue d'augmenter le nombre d'inscriptions dans les écoles primaires (ce nombre a doublé dans les trois dernières années) et une campagne d'alphabétisation des adultes.

6. La délégation algérienne appuie le projet de résolution révisé, mais propose deux amendements (A/C.2/L.808) qui ont pour but de le renforcer. Le nouveau paragraphe 6 du dispositif qui est proposé dans le second amendement se fonde sur la recommandation 3.62 du Congrès mondial.

7. M. VIAUD (France) dit que le Congrès mondial a montré que le succès de la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle dépend de la solution de trois problèmes principaux. Le premier est que l'on ne peut dissocier le problème de l'alphabétisation du développement économique et social en général: il est donc essentiel que les programmes éducatifs destinés à la jeunesse comportent une formation professionnelle. En second lieu, l'expérience a montré qu'il faut entièrement réviser les méthodes et les techniques actuelles. Enfin, la campagne requiert une coopération internationale plus poussée. Une des formes les plus profitables de cette coopération est l'échange d'informations et de documentation; il faut donc espérer que l'UNESCO suivra la recommandation 3.42 du Congrès mondial et profitera de l'offre généreuse faite par le Gouvernement iranien de fournir les moyens nécessaires pour installer à Téhéran un centre de documentation sur les problèmes de l'alphabétisation. Le message du Chahinchah d'Iran à l'Assemblée générale (A/6024) prouve l'intérêt que ce pays porte à la lutte contre l'ignorance.

8. La France attache une grande importance à ce qu'une aide culturelle soit accordée aux pays en voie de développement d'Afrique et d'Amérique latine. Elle entretient, dans ces pays, environ 50 000 professeurs à qui elle fournit les livres, l'équipement et le matériel pédagogique nécessaires.

9. La délégation française partage les vues exprimées dans le projet de résolution et étudiera favorablement les amendements proposés par l'Algérie.

10. M. FAESLER (Mexique) déclare que, dans son pays, l'élimination de l'analphabétisme a eu la priorité sur tous les autres besoins du développement depuis 1944, année où a été lancée la première campagne nationale contre l'analphabétisme. Le Gouvernement mexicain a accordé son plein appui aux travaux du Congrès mondial et approuve ses conclusions et ses recommandations.

11. La délégation mexicaine soutient le projet de résolution et désire s'associer à ses auteurs.

12. M. MINERBI (Israël) remercie le Chahinchah d'Iran pour le message encourageant qu'il a envoyé au Président de l'Assemblée générale. La délégation israélienne accorde son plein appui au projet de résolution et a la certitude qu'il recevra l'approbation générale.

13. L'influence de l'éducation en général et plus particulièrement de l'alphabétisation sur le développement économique et social d'un pays est telle que les pays en voie de développement ont parfaitement raison d'accorder la priorité aux programmes d'éducation dans leurs plans de développement. L'expérience a montré que la croissance rapide de nombreux pays industrialisés provient en grande partie des investissements intensifs faits dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle, et que le capital investi dans l'enseignement dans les pays en voie de développement a toutes les chances de produire un résultat encore supérieur. Tout en évaluant les dépenses, il convient, toutefois, de ne pas oublier que ce résultat implique certains sacrifices: plus les enfants passent de temps à l'école, plus est retardé le moment où ils commencent à apporter leur contribution au revenu familial. Selon l'expérience d'Israël, le taux de rendement du capital investi est plus élevé dans le cas de l'enseignement élémentaire que dans celui de l'enseignement supérieur. D'un autre côté, l'alphabétisation entraîne une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Jusqu'ici, l'affectation de ressources à des programmes d'éducation n'a pas, dans de nombreux pays, été harmonisée avec les exigences du marché du travail. Une action internationale dans le domaine de l'enseignement devra donc s'attacher à l'élimination de l'analphabétisme, et la délégation israélienne se félicite des méthodes pratiques proposées dans les documents A/5830 et A/6048. Il faudra également étudier la possibilité de relier les campagnes d'alphabétisation à l'enseignement professionnel.

14. En dépit de sérieux efforts, Israël a encore une certaine proportion d'analphabètes et sera heureux de procéder à un échange d'informations et d'expériences avec d'autres pays. C'est pour cette raison qu'Israël a soutenu la résolution adoptée au Congrès mondial tendant à ce que l'UNESCO étudie l'installation d'un centre de documentation sur les problèmes de l'alphabétisation.

15. M. HOO (Chine) apporte son plein appui au projet de résolution et exprime l'espoir qu'il sera approuvé à l'unanimité. La campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle est d'une importance primordiale

car l'analphabétisme des masses constitue un grave obstacle au développement économique et social. Bien que la Décennie des Nations Unies pour le développement soit déjà à moitié écoulée, il y a encore des centaines de millions d'analphabètes dans le monde et la campagne exige des efforts redoublés. La recommandation No 58 de la Conférence internationale de l'instruction publique concernant l'alphabétisation et l'éducation des adultes (A/6048, annexe I) vient à son heure, et les conclusions et les recommandations du Congrès mondial indiquent les moyens à employer pour résoudre le problème. La délégation chinoise a la conviction que les différents gouvernements entendront l'appel que leur a adressé le Chahinchah d'Iran.

16. L'élimination de l'analphabétisme dépend essentiellement des efforts que chaque pays déploie lui-même, mais l'action internationale a également un rôle important à jouer. L'analphabétisme ne pose plus de sérieux problèmes dans la province de Taïwan. Aux termes de la Constitution chinoise, 35 p. 100 du budget des administrations locales sont destinés à l'enseignement en plus des sommes allouées par le Gouvernement. On a aussi pris des mesures spéciales pour promouvoir l'éducation et l'alphabétisation des adultes. Le résultat est que le pourcentage des analphabètes est tombé de 20 p. 100 en 1950 à 8 p. 100 aujourd'hui, alors que la population est passée de 7 millions à plus de 12 millions au cours de la même période. En réponse à l'appel lancé par le Directeur général de l'UNESCO (980ème séance), M. Hoo déclare que son gouvernement s'engage à collaborer pleinement aux mesures d'élimination de l'analphabétisme.

17. M. INGRAM (Australie) dit que la délégation australienne a été encouragée d'entendre le Directeur général de l'UNESCO parler de la possibilité d'éliminer l'analphabétisme en l'espace d'une seule génération. Elle a aussi jugé encourageants les résultats du Congrès mondial et le message du Chahinchah d'Iran. L'Australie a été particulièrement satisfaite d'apprendre que l'UNESCO avait déjà envoyé des missions dans huit pays, conformément à la résolution 1.271 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa treizième session^{1/}. Le fait que le Programme élargi d'assistance technique finance en grande partie les projets correspondants se justifie entièrement.

18. Le rôle de l'alphabétisation dans le développement économique est maintenant dûment reconnu et il en est tenu compte dans les plans de développement des pays sous-équipés. Mais il est important que le degré de priorité accordé à l'élimination de l'analphabétisme soit fonction des conditions du pays intéressé. En exposant les résultats du Congrès mondial, le Directeur général de l'UNESCO a fait ressortir à juste titre que la lutte contre l'analphabétisme a été reconnue comme faisant partie intégrante du développement et se verra attribuer un rang parmi les projets prioritaires dans les plans de développement. Néanmoins, les fonds étant limités, il faut tenir compte des autres priorités. Sur le plan international, le mieux serait peut-être d'inscrire

^{1/} Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Actes de la Conférence générale, treizième session (Paris, 1964), Résolutions, p. 16.

cette activité dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement. M. Ingram estime, comme le représentant de l'Inde (980ème séance), que la majeure partie de l'assistance financière internationale doit être consacrée à l'élimination de l'analphabétisme à proprement parler plutôt qu'à des activités subsidiaires telles que les cycles d'études.

19. Le projet de résolution mérite de recevoir un appui unanime. M. Ingram appuie les amendements présentés par les Etats-Unis à la séance précédente et dont il a été tenu compte dans le texte révisé, et espère que les auteurs accorderont l'attention voulue aux amendements présentés par l'Algérie.

20. M. MURGESCU (Roumanie) énumère les raisons pour lesquelles sa délégation appuie la campagne mondiale pour l'alphabetisation universelle. Premièrement, cette campagne a été conçue comme partie intégrante des activités tendant à parvenir à une pleine utilisation des ressources humaines. Deuxièmement, l'alphabetisation est considérée non seulement comme un droit fondamental de l'homme mais aussi comme un investissement productif, indispensable au développement social, culturel et économique. Troisièmement, la campagne doit être menée par les gouvernements dans le cadre de leurs plans nationaux de développement, la coopération internationale ayant pour rôle non pas de se substituer à l'action nationale mais de la renforcer. Les préparatifs sont maintenant achevés et, comme l'a signalé le Directeur général de l'UNESCO dans son intervention, le temps est venu de passer à l'action.

21. La Roumanie tient à s'associer au projet de résolution et à apporter sa contribution aux différentes sortes de coopération internationale mises au service de ce grand objectif. La Roumanie a supporté longtemps le fardeau de l'analphabétisme, mais le régime de démocratie populaire a mis fin à cette situation grâce à son programme de reconstruction nationale. C'est donc avec optimisme que la Roumanie envisage la possibilité de parvenir au but fixé, qui est d'éliminer l'analphabétisme en une génération et elle fera volontiers part aux autres pays de son expérience à ce sujet.

22. M. BHABHA (Pakistan) dit que sa délégation appuie le projet de résolution sans aucune réserve. M. Bhabha félicite le Directeur général de l'UNESCO de son rapport à la Commission et apprécie vivement l'intérêt personnel que le Chahinchah d'Iran porte à la campagne mondiale pour l'alphabetisation universelle.

23. Il conviendrait qu'au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement tous les Etats Membres fassent un effort spécial pour éliminer l'analphabétisme; les conclusions et recommandations approuvées par le Congrès mondial, fournissent quelques suggestions intéressantes quant aux moyens d'atteindre cet objectif. Mais ce n'est pas là un problème facile à résoudre et l'aide des pays développés est nécessaire. Dans les pays en voie de développement comme le sien, les crédits destinés à favoriser l'alphabetisation des adultes ont, dans le passé, été très faibles. Au fur et à mesure que les gouvernements se sont rendu compte de l'importance de l'éducation dans le développement économique et

social, ils y ont consacré des crédits budgétaires plus importants. Mais même dans ces conditions, les crédits demeureront insuffisants pendant bien des années encore.

24. Le Pakistan n'ayant pu ouvrir un budget suffisant pour l'alphabetisation des adultes dans le cadre de son deuxième plan quinquennal, cette activité a été en grande partie confiée aux collectivités locales et aux organisations privées. On pense qu'un crédit plus important sera accordé à l'éducation dans le cadre du troisième plan quinquennal, mais, étant donné les fonds que requièrent de toute nécessité les divers secteurs du développement et les ressources limitées disponibles, il ne sera pas encore possible de consacrer des sommes suffisantes à l'éducation des adultes. Pour mener à bien cette tâche importante, le Pakistan recherche une coopération et une aide financière extérieures, y compris celles de la Banque pour la reconstruction et le développement, du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique.

25. Selon M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), c'est une honte pour l'humanité que, dans un siècle de grandes découvertes scientifiques, l'analphabétisme prive encore les deux cinquièmes de l'humanité de tous les bénéfices de la civilisation.

26. Les documents dont la Commission est saisie fournissent des renseignements suffisants pour évaluer la situation actuelle et recommander les mesures à prendre pour éliminer l'analphabétisme parmi les masses. Il ressort du rapport du Secrétaire général (A/5830) que la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient voient dans l'analphabétisme des masses un sérieux obstacle au développement économique et social, et recommandent aux gouvernements de prendre les dispositions voulues dans leurs plans nationaux de développement en vue de l'éliminer graduellement. Des réunions internationales ont confirmé que la campagne d'alphabetisation était une des conditions sine qua non du développement. La délégation ukrainienne apprécie hautement les activités de l'UNESCO dans ce domaine et fait siennes les conclusions et recommandations des deux conférences internationales reproduites dans les annexes I et II du document A/6048.

27. L'élimination de l'analphabétisme est un processus complexe, mais un certain nombre de pays nouvellement indépendants ont prouvé qu'il était possible d'y parvenir, dans un temps relativement court, en mobilisant les énergies de toute la population. Il faut de grands efforts tant de la part des alphabètes à titre individuel que de l'ensemble du pays. L'expérience des Etats qui ont résolu avec succès ce problème pourrait être extrêmement utile; les organisations internationales et les accords bilatéraux ont un rôle à jouer. La clef du succès est un bon dosage d'efforts nationaux et d'aide extérieure, comme l'expérience de son pays l'a montré. Avant la révolution de 1917, 76 p. 100 environ des adultes étaient alphabètes et seulement 9 p. 100 des femmes savaient lire et écrire. En 1918, le gouvernement a adopté une loi rendant obligatoire pour la population âgée de 18 à 50 ans d'apprendre à lire et à écrire; vers 1937, grâce aux mesures administratives prises pour s'assurer la coopération du public, ce but avait été atteint et le

pourcentage des analphabètes parmi la population n'était plus que de 3 p. 100; encore s'agissait-il principalement de personnes très âgées. Cette expérience a encouragé la RSS d'Ukraine à présenter le texte qui est devenu la résolution 1677 (XVI) de l'Assemblée générale relative à la coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde. La RSS d'Ukraine s'enorgueillit de ce qu'une campagne soit actuellement mise en route à l'échelle mondiale.

28. La délégation ukrainienne appuie le projet de résolution et tient à figurer au nombre de ses auteurs.

29. M. Saad KHALIL (République arabe unie) dit que l'une des conditions indispensables pour assurer un développement économique continu et équilibré est la solution du problème de l'analphabétisme. Son pays a pris des mesures pour éliminer l'analphabétisme dans les délais les plus courts possible. En 1952, le Ministère de l'éducation a entrepris une étude très complète. Des comités interministériels ont été créés afin d'analyser et de définir le problème et de mettre sur pied un programme d'action à l'échelle nationale. Des fonctionnaires du Ministère se sont rendus dans des usines et dans les zones rurales pour étudier l'attitude des ouvriers et des cultivateurs envers l'analphabétisme, leurs réactions devant les efforts en cours pour résoudre le problème, et leurs suggestions quant aux méthodes futures. On a évalué l'expérience d'autres pays; on a demandé aux étudiants d'indiquer de quelle manière ils pourraient participer à cette campagne et on a consulté les associations féminines. Les comités ont été informés de l'objectif national: assurer l'enseignement primaire à tous les enfants de six ans en 1970. En conséquence, un plan national de lutte contre l'analphabétisme est actuellement en cours d'application. On peut classer ses traits principaux sous cinq rubriques.

30. Premièrement, on reconnaît que l'alphabétisation est d'une importance vitale pour un véritable mode de vie démocratique. L'enseignement primaire doit être rendu universel et l'analphabétisme des adultes doit disparaître. Une campagne nationale intégrée a été lancée, dont le but est d'amener tous les illettrés à une alphabétisation fonctionnelle en 10 ans. La campagne doit s'appliquer à toute la population illettrée de 8 à 40 ans. Deuxièmement, l'alphabétisation fonctionnelle doit se réaliser en deux étapes: acquisition des connaissances de base et renforcement des connaissances déjà acquises. Troisièmement, le plan traite des besoins en matériel d'enseignement, de l'utilisation des moyens d'information des masses et de la formation des enseignants. Toutes les personnes instruites du pays doivent être mobilisées. Le personnel enseignant est payé, mais on encourage aussi l'assistance bénévole. Quatrièmement, on a estimé le coût du plan par habitant à environ 7 dollars pour le groupe de 8 à 15 ans et environ 3,50 dollars pour le groupe de 15 à 40 ans. Cinquièmement, une loi a été votée pour donner effet au plan.

31. La délégation de la République arabe unie appuie sans réserve le projet de résolution et attache une importance toute particulière au paragraphe 7 du dispositif. Les universités de la République arabe unie ont accueilli des étudiants venant de nombreux pays en voie de développement, et environ 8 000 enseignants ont été envoyés dans ces pays pour les aider à com-

battre l'analphabétisme. M. Khalil se félicite de la déclaration du représentant des Etats-Unis (980ème séance) selon laquelle les pays devraient être disposés à supporter une grande partie du coût des projets d'alphabétisation; il faut souhaiter que les contributions internationales à cette fin seront accrues.

32. M. EL-SHEIBANI (Libye) déclare que, lorsque son pays se trouvait sous une domination étrangère, le peuple n'avait accès à presque aucune forme d'enseignement. Depuis l'indépendance, le Gouvernement libyen n'a épargné aucun effort pour assurer l'enseignement à tous les citoyens. Des cours du soir ont été organisés pour les adultes analphabètes, et l'on a fourni aux agriculteurs et aux nomades la possibilité d'apprendre à lire et à écrire et de poursuivre leur instruction en fonction de leurs capacités. On dispose de fonds suffisants pour la campagne contre l'analphabétisme. Les cours sont gratuits, et le coût par étudiant adulte varie selon les régions. Le nombre total des élèves, dans les écoles de toutes sortes, pendant l'année scolaire 1964/1965, a été de 220 000.

33. La délégation libyenne appuie de tout cœur les efforts de l'UNESCO pour l'élimination de l'analphabétisme, et elle apprécie à sa juste valeur la contribution du Chahinchah d'Iran et des autorités iraniennes au succès du Congrès mondial sur l'élimination de l'analphabétisme.

34. Les dispositions du projet de résolution sont pleinement acceptables pour la délégation libyenne, qui désire se joindre à ses auteurs.

35. M. TAIB (Malaisie) dit combien sa délégation a apprécié le message émanant du Chahinchah d'Iran. Le Congrès mondial a adopté une attitude dynamique et réaliste à l'égard du problème de l'analphabétisme des masses. On pourrait reprocher à la méthode sélective et progressive son caractère utilitaire, mais mieux vaut faire un début modeste et concret que lancer une campagne ambitieuse qui serait rejetée au second plan en raison d'autres priorités dans les pays en voie de développement.

36. La Malaisie a lancé une campagne spéciale d'alphabétisation dans le cadre de laquelle on a créé des cours pour adultes dans tout le pays. On y enseigne la lecture et l'écriture, l'économie ménagère, l'hygiène élémentaire et la façon de coopérer avec le gouvernement pour le développement des régions rurales. Malgré un manque de personnel enseignant, on a déjà accompli des progrès considérables, grâce à l'aide de pays comme l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique qui ont fourni du personnel enseignant et des experts de l'enseignement, et ont aidé à créer un réseau de radiodiffusion scolaire.

37. La délégation de la Malaisie appuie le projet de résolution, et tout particulièrement les paragraphes 7 et 8 du dispositif. L'adoption de ce projet sera la première mesure prise par les Nations Unies pour l'intégration des programmes internationaux d'alphabétisation et aidera à renforcer l'infrastructure du développement économique.

38. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a entendu avec satisfaction la déclaration faite par le Directeur

général de l'UNESCO à la séance précédente et fait grand cas du service rendu par le peuple iranien et le Chahinchah en organisant le Congrès mondial sur l'élimination de l'analphabétisme. La contribution de l'Iran au Congrès a montré que ce pays a déjà acquis une expérience utile dans l'élimination de l'analphabétisme et tient à faire profiter de ce genre d'expérience tous les pays intéressés.

39. Il y a encore des centaines de millions d'illettrés, qui comprennent, dans les pays soumis à l'oppression colonialiste, une forte proportion de la population. La solution du problème de l'analphabétisme est par conséquent un facteur essentiel pour accélérer le développement économique et social des nouveaux pays indépendants et pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme.

40. La résolution 1677 (XVI) de l'Assemblée générale a attiré l'attention des Nations Unies sur le problème de l'analphabétisme; elle a été suivie par d'autres décisions des Nations Unies et par des campagnes régionales et nationales pour l'élimination de l'analphabétisme. Dans son programme pour 1965-1967, l'UNESCO intensifie ses efforts en ce sens, et le Congrès mondial a adopté quelques recommandations utiles en cette matière.

41. L'Union soviétique appuie les décisions prises par l'Assemblée générale et par l'UNESCO et les recommandations du Congrès mondial, car elle considère l'élimination de l'analphabétisme dans le monde entier comme une tâche urgente; sa position a été clairement exprimée dans un message que le Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS a adressé au Chahinchah d'Iran. En même temps, il convient de reconnaître la valeur des efforts individuels que font beaucoup de nouveaux pays indépendants pour éliminer l'analphabétisme; les résultats positifs obtenus par Cuba, l'Irak, l'Algérie et par d'autres Etats méritent de retenir l'attention des pays où le problème reste à résoudre. L'Union soviétique a acquis dans ce domaine une vaste expérience dont elle est prête à faire profiter d'autres pays. Elle aide déjà de nombreux pays en voie de développement à organiser l'enseignement aux divers niveaux, en créant des centres et instituts de formation, en détachant des professeurs et instituteurs soviétiques dans les pays en voie de développement, en fournissant du matériel d'enseignement et de laboratoire et en formant des enseignants de pays en voie de développement dans les établissements d'enseignement de l'URSS.

42. Une assistance internationale multilatérale pour l'élimination de l'analphabétisme peut sans aucun doute être fournie à partir des ressources existantes, c'est-à-dire au moyen des contributions volontaires faites par les Etats aux programmes d'assistance technique des Nations Unies, et il faut utiliser ces ressources de la façon la plus efficace possible. Cependant, une participation et une orientation actives doivent venir des gouvernements des pays intéressés pour éliminer l'analphabétisme des adultes et assurer des possibilités d'éducation à tous les enfants d'âge scolaire; ces gouvernements, à leur tour, ont besoin du concours des partis politiques, des syndicats, des organisations bénévoles, des sociétés culturelles, des instituts de formation et de toute la population

instruite de leurs pays. Les secrétariats de l'ONU et de l'UNESCO ne peuvent faire mieux, pour donner effet aux dispositions de la résolution 1937 (XVIII) de l'Assemblée générale, que d'étudier et de diffuser l'expérience acquise par les pays qui ont déjà mené avec succès des campagnes contre l'analphabétisme.

43. Aux sessions des commissions économiques régionales et aux conférences de l'UNESCO, des orateurs ont fait observer à juste titre que les programmes d'alphabétisation devraient être inclus dans les plans de développement nationaux et qu'une part plus importante du revenu national devrait être consacrée à l'éducation. La planification est essentielle dans le domaine de l'éducation, en particulier en ce qui concerne la formation technique et professionnelle.

44. Il faut espérer que les nouvelles décisions prises par les Nations Unies et les efforts conjoints de l'UNESCO et des différents pays permettront, avec l'assistance internationale, de résoudre le problème de l'analphabétisme des masses. L'adoption du projet de résolution, avec les diverses améliorations proposées, doit se révéler une mesure pratique à cet effet.

45. M. SUAREZ (Philippines) dit que l'élimination de l'analphabétisme est essentielle pour le plein développement des ressources humaines, lequel est partie intégrante du processus de développement économique.

46. Le Gouvernement philippin a été l'un des auteurs de la résolution 1937 (XVIII) de l'Assemblée générale et, à la vingtième session de la CEAEO, il s'est joint à d'autres pays de la région pour exprimer l'espoir que les Nations Unies trouveraient des moyens adéquats pour lancer une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle.

47. L'évolution récente en ce domaine, particulièrement les travaux préliminaires de l'UNESCO et les recommandations du Congrès mondial, est extrêmement encourageante. Les ressources actuelles disponibles pour une campagne mondiale pour l'alphabétisation sont limitées, et le programme expérimental proposé par l'UNESCO semble devoir assurer le meilleur usage possible des ressources existantes et, en même temps, fournir des renseignements utiles pour une campagne ultérieure plus ambitieuse et plus vaste.

48. Il faudra choisir les pays qui serviront de zones expérimentales et les projets à expérimenter au titre du programme de l'UNESCO de telle manière que ce programme s'applique à des situations très diverses et que les renseignements obtenus puissent être utilisés dans le plus grand nombre possible de pays.

49. La délégation philippine appuie le projet de résolution et désire se joindre à ses auteurs s'ils y consentent.

50. M. PIZHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) estime que le projet de résolution est la suite logique du travail accompli pour l'élimination de l'analphabétisme depuis l'adoption de la résolution 1937 (XVIII) de l'Assemblée générale. Sa délégation approuve les décisions prises par les commissions économiques régionales et par l'UNESCO,

ainsi que les conclusions et recommandations adoptées par le Congrès mondial en vue de mobiliser les efforts des pays où l'analphabétisme constitue encore un grave problème.

51. Il y a encore plus de 700 millions d'analphabètes de 15 ans ou plus et, dans un grand nombre de pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, 70 à 90 p. 100 des habitants sont illettrés. Dans beaucoup de ces pays l'analphabétisme est bien entendu un legs du passé colonial; son élimination exige de la part des gouvernements intéressés une action économique et sociale vigoureuse. Compte tenu de l'échelle et de l'urgence du problème, il est essentiel que les ressources consacrées par les pays en voie de développement à la campagne contre l'analphabétisme soient utilisées aussi efficacement que possible, et l'un des traits les plus importants de la campagne est l'étude et l'utilisation de l'expérience acquise dans ce domaine par certains des pays en voie de développement qui ont réussi à résoudre le problème dans un laps de temps relativement court.

52. Les représentants de certains pays en voie de développement ont parlé des difficultés que leurs pays rencontrent dans leur lutte contre l'analphabétisme. La délégation biélorussienne comprend très bien ces difficultés, car la RSS de Biélorussie a eu à lutter contre un taux d'analphabétisme de presque 80 p. 100 à l'époque où le pays avait été dévasté par la première guerre mondiale et par la guerre civile qui a suivi.

Le développement économique a fourni les ressources nécessaires; des lois ont été adoptées pour améliorer la structure et l'organisation de l'enseignement; presque toute la population alphabète a soutenu activement la campagne; en une véritable révolution culturelle, l'analphabétisme a été complètement éliminé. Maintenant, tous les enfants d'âge scolaire reçoivent une instruction et la population adulte améliore aussi ses connaissances dans diverses écoles et institutions.

53. La RSS de Biélorussie fait déjà bénéficier d'autres pays de son expérience et continuera à le faire dans l'avenir. Elle a proposé qu'un cycle d'études consacré aux problèmes posés par l'organisation et la structure des systèmes d'éducation ait lieu à Minsk en 1966, à l'intention des représentants des pays en voie de développement.

54. La délégation de la RSS de Biélorussie appuie le projet de résolution.

55. M. FIGUEROA (Chili) dit que son pays mène une campagne intensive pour l'alphabétisation et espère réduire l'analphabétisme à des proportions négligeables dans un avenir proche.

56. La délégation chilienne appuie sans réserve le projet de résolution et désirerait se joindre à ses auteurs.

La séance est levée à 13 heures.